

Office fédéral des assurances sociales
Domaine AVS, Prévoyance professionnelle
et PC (ABEL)
Madame Valérie Werthmüller
Effingerstrasse 20
3003 Berne

Paudex, le 4 septembre 2015
AM/pvh

Avant-projet de loi sur les fonds de compensation : procédure de consultation

Mesdames, Messieurs,

Nous avons pris connaissance du dossier cité en titre et vous communiquons notre appréciation à son sujet.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur l'assainissement de l'assurance-invalidité, en 2011, les fonds de compensation de l'AVS, de l'AI et du régime des APG sont tenus séparément, même s'ils sont dirigés par un conseil d'administration unique et que les placements et les liquidités sont administrés en commun. Cette construction souffre d'un défaut majeur : elle n'a pas de personnalité propre, ce qui pose quelques problèmes pour les opérations de placement, surtout sur le marché financier international. Le moment est donc venu de procéder à une adaptation et à une modernisation de cette structure, dans le respect des principes de bonne gouvernance, de transparence et de surveillance.

Le projet qui nous est soumis dans le cadre de la présente consultation est conforme à nos yeux aux grands principes qui viennent d'être rappelés et nous semble donc globalement adéquat. C'est ainsi que les dispositions centrales en matière de politique des placements (art. 3ss) ainsi qu'en matière de comptabilité et de gestion (art. 15ss) sont pertinentes, tout comme l'est en particulier le rappel qu'aucun financement croisé ne peut être admis entre les différents fonds de compensation (art 16, al. 3); l'exception prévue pour les flux financiers à court terme dans la trésorerie n'a toutefois pas lieu d'être.

Quant aux articles relatifs à l'organisation (art. 6ss) et le statut du personnel (art. 13ss) – notamment l'octroi du statut d'employeur au nouvel établissement, offrant une certaine marge de manœuvre par rapport à la loi fédérale sur le personnel de la Confédération –, ils nous semblent opportuns. S'agissant de la révision (art. 12), nous sommes cependant d'avis qu'elle ne doit pas être confiée au Contrôle fédéral des finances, mais à un organe externe et indépendant (tournus parmi les grandes sociétés d'audit).

S'il est juste que l'établissement en tant que tel soit soumis à la loi sur les marchés publics (LMP), nous partageons l'avis selon lequel la procédure d'octroi de mandats de gestion échappe quant à elle à ladite loi. Ces mandats doivent en effet pouvoir être

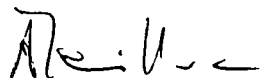
confiés à court terme et l'établissement doit pouvoir continuer de soumettre les gérants de fortune à un examen de diligence raisonnable, examen qui ne saurait être possible dans le cadre d'appels d'offre soumis à la LMP.

Enfin, il est indispensable de régler la question du remboursement de la dette de l'AI envers l'AVS au-delà de 2017, fin de la période du financement additionnel, et c'est à juste titre que l'art. 24 de l'avant-projet reprend la formulation qui avait été proposée dans le cadre de la défunte révision 6b de l'AI.

En conclusion, et sous réserve de nos remarques relatives au financement croisé et à l'organe de révision, nous réaffirmons que nous pouvons souscrire à l'avant-projet de loi fédérale sur l'établissement chargé de l'administration des fonds de compensation de l'AVS, de l'AI et du régime des APG (loi sur les fonds de compensation) soumis ici.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à ces lignes et vous adressons, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

Centre Patronal



Alain Maillard



Secrétariat général

valerie.werthmueller@bsv.admin.ch

Office fédéral des assurances sociales
Domaine AVS
Prévoyance professionnelle et PC (ABEL)
Effingerstrasse 20
3003 Berne

Genève, le 8 septembre 2015
FER No 42-2015

Avant-projet de la loi fédérale sur l'établissement chargé de l'administration des fonds de compensation de l'AVS, de l'AI, et du régime des APG (loi sur les fonds de compensation)

Madame, Monsieur,

Nous vous remercions de nous avoir consultés concernant l'objet susmentionné et nous nous permettons de vous transmettre ci-après nos considérations.

Dans sa réponse à l'interpellation 14.3391 du Conseiller national Olivier Feller à propos du statut juridique des fonds de compensation AVS/AI/APG, le Conseil fédéral précise qu'il entend clarifier le statut de l'administration des fonds (Office de gestion) eu égard en particulier à des questions de représentation pour les opérations de placements à l'étranger. Le Conseil fédéral saisit l'occasion pour moderniser la législation, notamment accroître la transparence et régler la surveillance de cette administration.

Ses intentions paraissent ne pas remettre expressément en cause l'indépendance de l'établissement à l'égard des finances de la Confédération. Ceci dans l'esprit de la loi fédérale sur l'AVS de 1946 selon laquelle « *Il est ainsi créé, pour l'assurance-vieillesse et survivants, un organe particulier supportant les risques, et l'on aboutit à une séparation des finances de l'assurance-vieillesse et survivants de celles de la Confédération.* ». Il en découle que les fonds de compensation de l'AVS, de l'AI et des APG ont été rendus indépendants et dotés chacun d'une personnalité juridique propre, dont la gestion a été confiée à un Conseil d'administration détaché de l'administration fédérale et qui gère en commun les trois fonds susnommés.

La FER s'inscrit dans cette démarche de modernisation et de clarification du statut de l'administration des fonds de compensation, partant de la législation qu'elle salue.

Elle s'interroge néanmoins sur la formulation ou la proposition de certaines dispositions qui lui paraissent en contradiction avec les principes d'indépendance et de bonne gouvernance tout à fait nécessaires pour administrer la fortune et le besoin en liquidités des œuvres sociales du 1^{er} pilier et des APG.

En effet, lesdits fonds atteignent ensemble plusieurs dizaines de milliards de francs et la façon dont ils sont gérés, qui plus est dans un contexte économique et financier désormais globalisé, peut avoir des effets substantiels sur les avoirs confiés et dont l'origine vient des assurés, des entreprises et des pouvoirs publics. Aussi, sommes-nous d'avis que, à l'instar de la politique des placements des organes responsables (cf. art. 2, art. 3 et 5 de l'avant-projet), la gestion de l'administration des fonds doit, sans ambiguïté, avoir toutes les prérogatives d'un organe suprême (art. 7, al. 1 de l'avant – projet), à l'identique de l'art. 51a de la Loi sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité en ce qui concerne la désignation des personnes chargées de la gestion et de celle de l'organe de révision.

En tant que besoin, les commentaires de la FER sont repris ci-après dans le passage en revue des articles ayant retenu particulièrement son attention.

Art. 1 Forme juridique et siège

La FER salue la manifestation claire de maintenir, voire de renforcer l'autonomie de l'Administration des fonds de compensation AVS/AI/APG à travers la création d'un établissement de droit public doté de la personnalité juridique. Si elle comprend que cette indépendance ne peut s'exercer que par rapport à l'autorité de la Confédération, elle souhaiterait une formulation plus nuancée des termes « sauf disposition contraire de la présente loi » de l'alinéa 2. Cela pourrait être libellé de la manière suivante : « Cet établissement est autonome dans son organisation et tient sa propre comptabilité dans les limites de la présente loi ». En effet, sauf omission de notre part, nous n'avons trouvé aucune disposition qui remette en cause explicitement l'autonomie de l'établissement bien que le projet de loi borne ses activités.

Art. 7 Conseil d'administration

Al. 3 En tant qu'organe suprême de l'établissement, le Conseil d'administration doit être en mesure de s'autoévaluer régulièrement et de définir le profil des compétences qu'il entend avoir en son sein en fonction de la stratégie de placement de la fortune qu'il a déterminée. La FER suggère ainsi de faire participer l'établissement à la définition des compétences requises.

Al. 4 et 5 : Le titre de l'article 7 étant « Conseil d'administration », il serait opportun pour éviter toute incertitude de remplacer le pronom « Il » par le Conseil fédéral comme les membres du Conseil d'administration..., fixe les honoraires... ou de fusionner les alinéas 3 à 5.

Art. 8 Tâches du conseil d'administration

Al. 1, litt. f : la FER s'interroge sur la formulation de cette disposition. En effet, l'utilisation en français à tout le moins des termes « décide de la conclusion, de la modification et de la résiliation du contrat de travail... » de la direction lui paraît inappropriée dans la mesure où elle met un doute sur la portée de l'acte stratégique de nommer et révoquer la direction de l'établissement. La FER considère donc qu'il convient plutôt d'indiquer que le Conseil d'administration nomme et révoque le directeur et les autres membres de la direction, la conclusion ou la résiliation étant l'une ou l'autre de ses conséquences formelles et administratives. La version allemande et celle italienne devraient également être corrigées dans ce sens.

Art. 12 Organe de révision

L'établissement est soumis à la surveillance administrative du Conseil fédéral (art. 20 de l'avant-projet). Dans ce contexte, la FER s'étonne que l'on ne saisisse pas l'occasion de cet avant-projet de loi pour clarifier la question du rôle et des responsabilités, comme celle de l'indépendance de l'organe de révision (sous-entendu externe) de l'établissement de l'administration des fonds de compensation AVS/AI/APG. Dans une perspective de bonne gouvernance, il lui paraît pertinent de nommer (et révoquer), via les tâches du Conseil d'administration (cf. art. 8), l'organe de révision. Parallèlement, il conviendrait d'introduire (art. 8) une disposition visant à la mise en place d'un système de contrôle interne approprié dont le contrôle fédéral des finances pourrait être l'auditeur. Ce mode d'organisation, avec une disposition sur des conditions raisonnables de mandat, permet d'assurer une absolue indépendance de l'organe de révision et renforce la perception du citoyen à l'égard de celle de l'établissement nouvellement créé.

Art. 14 Institution de prévoyance

La FER préconise un libre choix de l'institution de prévoyance en dérogation à la LPers.

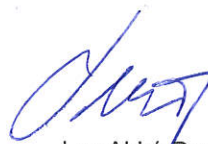
Loi fédérale sur les marchés publics (LMP) – Art. 2 sur les appels d'offres

La FER approuve pleinement le fait que l'administration de la fortune visée à l'art. 3 de la LMP soit exclue de l'obligation découlant des règles sur les marchés publics. En effet, en matière de gestion de fortune, l'efficacité exige une grande souplesse dans l'octroi des mandats de gestion. La souplesse requise ne signifie pas cependant l'absence de l'exercice permanent par le Conseil d'administration d'une due diligence raisonnable, elle-même soumise à des principes établis de gouvernance. La FER ne peut que regretter que cette exception se limite à la gestion de fortune. En matière d'investissements informatiques relatifs à la gestion de fortune en particulier il aurait été opportun en effet de prévoir des principes également moins contraignants, vu l'importance des ressources nécessaires à la maintenance et la migration d'un système sur un autre, et de leur impact sur le *core business*, du poids de la qualité de la relation client-fournisseur et de la durée de l'engagement.

Vous remerciant de votre attention, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.



Blaise Matthey
Secrétaire général



Luc Abbé Decarroux
Directeur adjoint
FER-Genève

Bundesamt für Sozialversicherungen
Geschäftsfeld AHV, Berufliche Vorsorge und
Ergänzungsleistungen (ABEL)
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Valerie.Werthmueller@bsv.admin.ch

Bern, 28. September 2015

Vernehmlassungsantwort Bundesgesetz über die Anstalt zur Verwaltung der Ausgleichsfonds von AHV, IV und EO (Ausgleichsfondsgesetz)

Sehr geehrter Herr Bundesrat
Sehr geehrte Damen und Herren

Besten Dank für die Möglichkeit zum Vorentwurf eines Ausgleichfondsgesetzes Stellung nehmen zu können.

Der Schweizerische Gewerkschaftsbund unterstützt die Schaffung einer gesetzlichen Grundlage zur Errichtung einer öffentlich-rechtlichen Anstalt für die Verwaltung der drei Ausgleichsfonds. Gleichzeitig möchten wir jedoch betonen, dass diese Klärung der Rechtsnatur des Ausgleichsfonds nicht als Auftakt für weitere Verselbständigungen im Bereich der AHV/IV gelten darf. So erachten wir etwa die im Bericht der Eidgenössischen Finanzkontrolle über die fachliche und finanzielle Aufsicht über die AHV vom 6. März 2015 gemachte Empfehlung einer Überführung der Zentralen Ausgleichsstelle in selbständige öffentliche Anstalten als einen falschen Ansatz.

Rechtsnatur von Compenswiss sowie der drei Ausgleichsfonds

Wir befürworten die Schaffung einer öffentlich-rechtlichen Anstalt, möchten aber darauf hinweisen, dass die Bezeichnung „Compenswiss (Ausgleichsfonds AHV/IV/EO)“ in Art. 1 Abs. 5 VE Ausgleichsfondsgesetz etwas missverständlich ist. Denn wir gehen davon aus, dass die drei jeweiligen Ausgleichsfonds nicht über eine eigene Rechtspersönlichkeit verfügen, sondern nur die Anstalt, welche mit der Vermögensverwaltung der Gelder in den jeweiligen Fonds betraut ist. Obschon wir das Kunstwort „Compenswiss“ nicht als glückliche Wahl bezeichnen, müsste aber in der Bezeichnung auf den Titel „Ausgleichsfonds AHV/IV/EO“ verzichtet werden. Ansonsten könnte angenommen werden, dass der Ausgleichsfonds die Anstalt ist.

Zusammensetzung Verwaltungsrat

Der SGB ist mit dem Vorschlag einverstanden, dass nebst den Vertreterinnen und Vertretern des Bundes, der Arbeitnehmer- und Arbeitgeberorganisation auch weitere Versichertenkreise im Verwaltungsrat vertreten sein sollten. Wir würden es aber begrüßen, wenn die Aufschlüsselung

der 11 Sitze im Gesetz festgehalten wird. Das Gleiche gilt für die Berücksichtigung der Landesteile und das Geschlecht bei der Wahl.

Personalrechtliche Bestimmungen

Für den SGB ist es zwingend, dass das Personal von Compenswiss auch weiterhin dem Bundespersonalgesetz untersteht. Wir stehen jedoch der eingeräumten Kompetenz, ein eigenes Entlohnungssystem einzuführen, sehr kritisch gegenüber. In Art. 13 Abs. 3 VE Ausgleichsfondsgesetz sollte deshalb auf die Erwähnung der Entlohnung verzichtet werden.

Aufgrund des vorgeschlagenen Art. 22 Abs. 3 VE Ausgleichsfondsgesetz haben wir Grund zur Sorge, dass die Gründung einer eigenen öffentlich-rechtlichen Anstalt mit Restrukturierungen und Kündigungen verbunden ist. Dass kein Anspruch auf die Weiterführung der Funktion, des Arbeitsbereichs, des Arbeitsortes und der organisatorischen Eingliederung besteht, erachten wir als schweren Eingriff in den Arbeitnehmerschutz. Die Fortzahlung des bisherigen Lohnes während eines Jahres, mildert diesen Eingriff nicht in genügendem Ausmass ab. Wir fordern deshalb, Art. 22 Abs. 3 zu streichen.

Entschuldung der IV

Wir befürworten die gesetzliche Verankerung des Entschuldungsmechanismus des IV-Ausgleichsfonds gegenüber dem AHV-Ausgleichsfonds. Im Hinblick auf eine rasche und gerechtere Entschuldung der IV schlagen wir jedoch vor, dass der Bund auch über den Ablauf der befristeten Sanierungsmassnahmen für die IV weiterhin den jährlichen Zinsaufwand auf dem IV-Verlustvortrag übernimmt. Mit der Tilgung der Schulden gegenüber dem AHV-Ausgleichsfonds befindet sich die IV bereits in einem engen Korsett. Diese angespannte Finanzlage spüren die Versicherten stark. Die vollständige Übernahme des Zinsaufwandes durch den Bund würde die IV etwas entlasten.

Wir danken für Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse

SCHWEIZERISCHER GEWERKSCHAFTSBUND



Paul Rechsteiner
Präsident



Doris Bianchi
Geschäftsführende Sekretärin

Bundesamt für Sozialversicherungen
Geschäftsfeld AHV, Berufliche Vorsorge und EL (ABEL)
Effingerstr. 20
3003 Bern

Kaufmännischer Verband Schweiz
Hans-Huber-Strasse 4
Postfach 1853
CH-8027 Zürich

Telefon +41 44 283 45 45
Fax +41 44 283 45 65
info@kfmv.ch
kfmv.ch

Valerie.Werthmueller@bsv.admin.ch

Zürich, 15. September 2015

**Vorentwurf eines Bundesgesetzes über die Anstalt zur Verwaltung der
Ausgleichsfonds für AHV, IV und EO (Ausgleichsfondsgesetz)**

Sehr geehrter Herr Bundesrat
Sehr geehrte Damen und Herren

Der Bundesrat schlägt vor, die Verwaltung der Ausgleichsfonds von AHV, IV und EL einer neu zu errichtenden öffentlich-rechtlichen Anstalt des Bundes, der „compenswiss“ zu übertragen. Diese Anstalt wird als juristische Person geführt und im Handelsregister eingeschrieben sein.

Wir haben Ihren Vorschlag geprüft und wir können der vorgeschlagenen Errichtung und Ausgestaltung der neuen Anstalt zustimmen. Die Bestimmungen zur Rechtsform, zur Vermögensverwaltung, zu den Rechtsgeschäften und zur Haftung sowie die Bestimmungen zur Organisation und Aufsicht erachten wir als zweckmässig.

**Zentral: Beibehaltung der Vertretung der Sozialpartner im Verwaltungsrat
im bisherigen Umfang**

Als richtig erachten wir, dass sich der Verwaltungsrat wie vorgeschlagen und wie im bisherigen AHV-Ausgleichsfonds geregelt weiterhin aus 11 fachkundigen Vertreterinnen und Vertretern zusammensetzt und dass dabei die Vertretung der Sozialpartnerorganisationen bzw. der Arbeitnehmer- und Arbeitgeberverbände im bisherigen Rahmen beibehalten wird. Die drei Sozialwerke werden weitestgehend mit Lohnprozenten finanziert, die Vertretung der Erwerbstätigen bzw. ihrer Organisationen ist zentral.

Wir danken Ihnen für die Aufmerksamkeit, die Sie unseren Ausführungen schenken.

Freundliche Grüsse
Kaufmännischer Verband Schweiz



lic. iur. Peter Kyburz
CEO



Manuel Keller
Leiter Beruf und Beratung

Bundesamt für Sozialversicherungen BSV
Geschäftsfeld AHV, Berufliche Vorsorge
und Ergänzungsleitungen (ABEL)
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Brugg, 1. September 2015

Zuständig: Peter Kopp
Dokument: 150901_VN_Ausgleichsfondsgesetz

Vernehmlassung Ausgleichsfondsgesetz

Sehr geehrte Damen und Herren

Für die gebotene Gelegenheit, uns zum Vorentwurf des Bundesgesetzes über die Anstalt zur Verwaltung der Ausgleichsfonds von AHV, IV und EO (Ausgleichsfondsgesetz) vernehmen zu lassen, danken wir Ihnen. Wir nehmen dazu wie folgt Stellung:

Wir unterstützen die mit dem Vorentwurf des Ausgleichsfonds anvisierten Ziele. Insbesondere begrüßen wir die Errichtung einer öffentlich rechtlichen Anstalt mit eindeutiger Rechtsform und damit verbunden die Vermeidung von Vertretungsproblemen. Wir stimmen somit dem Vorentwurf des Ausgleichsfondsgesetzes zu.

Freundliche Grüsse

Schweizer Bauernverband



Markus Ritter
Präsident



Jacques Bourgeois
Direktor



SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND
UNION PATRONALE SUISSE
UNIONE SVIZZERA DEGLI IMPRENDITORI

Bundesamt für Sozialversicherungen
Geschäftsfeld AHV
Berufliche Vorsorge und Ergänzungsleistungen (ABEL)
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Per E-Mail: Valerie.Werthmueller@bsv.admin.ch

Zürich, 25. September 2015 MK/sm
kaiser@arbeitgeber.ch

Vorentwurf eines Bundesgesetzes über die Anstalt zur Verwaltung der Ausgleichsfonds von AHV, IV und EO (Ausgleichsfondsgesetz): Stellungnahme zur Vernehmlassung

Sehr geehrte Damen und Herren

Der Schweizerische Arbeitgeberverband (SAV) ist seit 1908 die Stimme der Arbeitgeber in Wirtschaft, Politik und Öffentlichkeit. Er vereint als Spitzenverband der Schweizer Wirtschaft rund 80 regionale und branchenspezifische Arbeitgeberorganisationen sowie Einzelunternehmen. Insgesamt vertritt er über 100'000 Klein-, Mittel- und Grossunternehmen mit rund 1,8 Millionen Arbeitnehmenden aus allen Wirtschaftssektoren. Der SAV setzt sich für eine starke Wirtschaft und den Wohlstand der Schweiz ein. Zur Zukunftssicherung verfügt der Verband über anerkanntes Expertenwissen insbesondere in den Bereichen Arbeitsmarkt, Bildung und Sozialpolitik.

Für die Gelegenheit zur Stellungnahme danken wir Ihnen bestens.

1. Vorbemerkungen

Die Sozialversicherungen – allen voran die AHV – sind aus verständlichen Gründen ein zentrales Thema der schweizerischen Politik. Dabei geht allzu rasch vergessen, dass es sich namentlich bei der AHV um eine absolut systemrelevante Sozialversicherung mit gewaltigen Kapitalflüssen handelt, die eine hervorragende Reputation genießt. Diese gilt es unter allen Titeln zu pflegen und weiter zu entwickeln. In diesem Kontext ist eine moderne, zeitgemässe Durchführung ein zentrales Anliegen des SAV und seiner Mitglieder. Die dezentrale Durchführungsorganisation hat sich bewährt. Die Erfolgsgeschichte der AHV soll aber nicht davon abhalten, jederzeit auch die Durchführung auf ihre Konsistenz hin zu prüfen. In diesem Sinn teilt der SAV die grundsätzliche Beurteilung der Mängel durch den Bundesrat und begrüsst die Schaffung eines schlanken Gesetzes und die Ausgestaltung von Compenswiss als öffentlich-rechtliche Anstalt.

Anregungen zu verschiedenen Aspekten halten wir unter der Ziffer 2 fest.

Zusammenfassung der Position des Schweizerischen Arbeitgeberverbandes (SAV):

- Der SAV unterstützt die Schaffung eines schlanken Ausgleichsfondsgesetzes und namentlich die Schaffung einer unabhängigen Anstalt zur Verwaltung der Ausgleichsfonds.
- Eine klare gesetzliche Grundlage stärkt die Compenswiss in ihrer Aufgabe. Gleichzeitig muss das Gesetz in aller Deutlichkeit die Trennung der drei Ausgleichsfonds festschreiben. Eine Vermischung muss künftig ausgeschlossen sein. Der Grundsatz einer Anstalt mit drei völlig unabhängigen Fonds, die jeder für sich in Ordnung zu halten sind, muss im Gesetz deutlicher zum Ausdruck kommen.
- Angesichts der Komplexität der Aufgabe der Compenswiss – namentlich im Bereich der internationalen Finanzgeschäfte – fordert der SAV eine unabhängige Revisionsstelle mit den erforderlichen umfassenden Kenntnissen anstelle der Eidgenössischen Finanzkontrolle. Damit käme auch das Modell zum Tragen, wie dieses bei andern Bundesanstalten ebenfalls üblich ist.
- Bezüglich der Ausgestaltung der Unabhängigkeit und der Zuteilung der Kompetenzen ist der Vorentwurf in verschiedenen Punkten noch verbesserungsfähig.
- Ausdrücklich begrüsst wird die Schaffung der gesetzlichen Grundlage für die Schuldentrückzahlung der IV an die AHV.

2. Bemerkungen zu den einzelnen Neuregelungen

Es ist eines der Hauptziele dieses Gesetzesentwurfs, die rechtliche Grundlage für eine öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit zu schaffen. Damit steht den institutionellen Gegenparteien der Anstalt im Rahmen ihrer Transaktionen ein eindeutiger Vertragspartner gegenüber. **Ebenso wichtig ist jedoch die Schaffung klarer, rechtlicher Verhältnisse im Innenverhältnis.** Aus diesem Grund ist im Gesetz besonders Wert darauf zu legen, dass die Struktur der nach aussen auftretenden Anstalt und der drei Ausgleichsfonds als separate Vermögen auch weiterhin sauber getrennt dargestellt wird. Hierzu scheint es unseres Erachtens noch gesetzgeberischer Arbeit zu bedürfen.

Gleiches gilt in Bezug auf die **Haftungsfragen**. Hier ist eine klare gesetzliche Regelung notwendig, welche sinnvollerweise auch eine Haftungsbeschränkung beinhalten sollte. Es ist ebenfalls klarzustellen, dass in Art. 3 Abs. 4 VE präzisiert wird, dass sich die Regelung betreffend genügender Liquidität auf jeden einzelnen Ausgleichsfonds bezieht, und eine Querfinanzierung zwischen den einzelnen Fonds ausgeschlossen ist.

An verschiedenen Stellen fehlt es dem Entwurf noch an hinreichender Stringenz betreffend einer klaren **Kompetenzzuordnung** an verschiedene Organe. Der Entwurf muss dementsprechend noch einmal gründlich geprüft werden. So ist bspw. die Formulierung von Artikel 8 Abs. 1 Bst. m zur Orientierung der Öffentlichkeit misslungen. Selbstredend kann der Verwaltungsrat der Anstalt nicht über die Lage der Sozialversicherungen informieren, sondern nur über die Anlageergebnisse der Fonds. Demgegenüber muss er sich in diesem Fall nicht mit dem BSV absprechen. Entsprechende Passagen sind eindeutig zu definieren unter Wahrung der sinnvollen Zuständigkeiten und der zuzuordnenden Kompetenzen der verschiedenen Organe.

Im Hinblick auf ein reibungsloses Funktionieren der Organe der Anstalt ist es zudem notwendig, dass der Verwaltungsrat die Möglichkeit hat, Entscheidungskompetenzen zu delegieren. Die Delegation er-

folgt gestützt auf ein entsprechendes Organisationsreglement. **Wir erachten die Regelung der verwaltungsratsinternen Aufgaben auf Gesetzesstufe als nicht zweckdienlich.** Dahingehend sind die Bestimmungen in Art. 9 und 10 VE nochmals zu überprüfen und sinnvollerweise im entsprechenden Organisationsreglement aufzunehmen.

In Bezug auf die Revisionsstelle gemäss Art. 12 VE vertreten wir klar die Haltung, dass eine externe, fachlich geeignete Revisionsstelle dieses Mandat übernehmen soll. Die Wahl einer verwaltungsexternen, besonders befähigten Revisionsstelle hat sich in der Praxis – insbesondere auch bei anderen Bundesanstalten – bestens bewährt. Demgegenüber ist darauf zu achten, dass die Eidgenössische Finanzkontrolle ihren Kernauftrag in der Zentralverwaltung professionell wahrnehmen kann und nicht mit Zusatzmandaten, für die sie nicht mit den geeigneten Ressourcen ausgestattet ist, unnötig «zugedeckt» wird. Den Vorschlag des Bundesrats gemäss Art. 12 VE lehnen wir deshalb ab.

Ausdrücklich zu begrüßen ist die Integration von Art. 24 VE zur **Schuldenrückzahlung** des IV-Ausgleichsfonds an den AHV-Ausgleichsfonds in die Vorlage.

Von verschiedener Seite wird die Frage aufgeworfen, ob Compenswiss künftig auch **Drittaufgaben** übernehmen soll. Dafür müsste eine explizite gesetzliche Grundlage geschaffen werden. Angesichts der grossen fachlichen Herausforderung, welche Compenswiss im Interesse des hervorragenden Funktionierens der ersten Säule zu bewältigen hat, sind wir zurückhaltend in dieser Frage. Wir könnten uns höchstens Drittaufgaben vorstellen, die eng verknüpft sind mit der Kapitalanlage von Vermögen anderer Sozialversicherungen. Zu denken wäre dabei allenfalls an das Vermögen der ALV oder der Familienausgleichskassen. Sollte eine solche Grundlage in Betracht gezogen werden, müsste sie eng gefasst und klar umschrieben sein und insbesondere auch sicherstellen, dass keinesfalls eine Quersubventionierung – auch nicht bezüglich der anfallenden Kosten – resultieren könnte.

Wir danken Ihnen für die Möglichkeit zur Stellungnahme und für die Berücksichtigung unsere Ausführungen.

Mit freundlichen Grüßen

SCHWEIZERISCHER ARBEITGEBERVERBAND



Prof. Dr. Roland A. Müller
Direktor



Martin Kaiser
Mitglied der Geschäftsleitung

Bundesamt für Sozialversicherungen
Geschäftsfeld ABEL
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Bern, 23. September 2015 sgv-Gf/sz

**Vernehmlassungsantwort
Vorentwurf eines Bundesgesetzes über die Anstalt zur Verwaltung der Ausgleichsfonds von
AHV, IV und EO (Ausgleichsfondsgesetz)**

Sehr geehrter Herr Bundesrat
Sehr geehrter Herr Direktor
Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 5. Juni 2015 hat uns das Eidgenössische Departement des Innern (EDI) eingeladen, zu einem Vorentwurf für ein Ausgleichsfondsgesetz Stellung zu nehmen. Für die uns eingeräumte Gelegenheit zur Meinungsäusserung danken wir Ihnen bestens.

Der Schweizerische Gewerbeverband sgv, die Nummer 1 der Schweizer KMU-Wirtschaft, vertritt 250 Verbände und gegen 300'000 Unternehmen. Im Interesse der Schweizer KMU setzt sich der grösste Dachverband der Schweizer Wirtschaft für optimale wirtschaftliche und politische Rahmenbedingungen sowie für ein unternehmensfreundliches Umfeld ein.

1. Grundsätzliche Bemerkungen

Der sgv ist sich bewusst, dass international tätige Banken immer stärker Wert darauf legen, ihre Vertragspartner eindeutig identifizieren zu können. Wir unterstützen deshalb die Absicht, für den Ausgleichsfonds eine eigene Rechtspersönlichkeit zu schaffen. Hierzu braucht es allerdings kein neues Gesetz. Die wichtigsten Bestimmungen zum Ausgleichsfonds können weiterhin im AHVG geregelt werden. Der sgv tritt daher dafür ein, auf den Erlass eines eigenen Gesetzes zu verzichten. Stattdessen sind die Bestimmungen zum Ausgleichsfonds auf das zwingend Notwendigste zu beschränken und im AHVG festzuschreiben.

Jede Regelung auf Gesetzesstufe ist relativ starr und kann nur mit erheblichem Aufwand angepasst werden. Je mehr auf Gesetzesstufe festgeschrieben wird, um so schwieriger wird es für den Ausgleichsfonds und dessen Organe, sich veränderten Gegebenheiten anzupassen. Ein in ein zu enges Korsett festgezwängter Fonds wird seine Aufgaben nur suboptimal erfüllen können. Dem sgv ist es daher ein grosses Anliegen, dass möglichst viel auf Stufe Organisationsreglement oder allenfalls auf Stufe Verordnung geregelt wird.

Dass staatsnahe Organisationen ohne separate Gesetze erfolgreich in der Vermögensverwaltung tätig sein können, beweist zuletzt die Suva, die über ein rund doppelt so hohes Anlagevermögen verfügt und die diese Aufgabe mit einem Minimum an gesetzlichen Auflagen zu bewältigen vermag.

2. Bemerkungen zu einzelnen Gesetzesbestimmungen

Art. 1 Rechtsform und Sitz

Wir sprechen uns dagegen aus, dass es Sache des Bundesrats sein soll, den Sitz des Ausgleichsfonds zu bestimmen. Hierfür sollen die verantwortlichen Organe des Fonds zuständig sein.

Art. 3 Vermögensverwaltung

Die vorgeschlagenen Bestimmungen sind aus Sicht des sgv zu detailliert und einschränkend. Zurzeit ist es sicher sinnvoll, dass die drei Fonds gemeinsam verwaltet werden. Ein solcher Grundsatz gehört aber nicht in ein Bundesgesetz. Sollte es sich irgendeinmal herausstellen, dass es zweckmässiger ist, einen oder alle drei Fonds separat zu verwalten, muss dies ohne vorgängige Gesetzesanpassung möglich sein.

Art. 4 Rechtsgeschäfte

Aus Sicht des sgv ist diese Bestimmung überflüssig und gehört gestrichen. Falls doch explizit auf Gesetzesstufe festgelegt werden muss, dass die Anstalt alle zur Erfüllung ihrer Aufgaben notwendigen Rechtsgeschäfte tätigen kann, ist der zweite Teil von Art. 4 (... das heisst Effekten und andere Finanzinstrumente erwerben und veräussern.) ersatzlos zu streichen.

Art. 7 Verwaltungsrat

Die vorgeschlagenen Bestimmungen sind nach dem Dafürhalten des sgv viel zu detailliert. Auf Stufe Gesetz ist höchstens festzulegen, dass der Verwaltungsrat das oberste Leitungsorgan ist und dass dieser durch den Bundesrat gewählt wird. Alles andere ist bestenfalls auf Stufe Verordnung festzulegen.

Art. 9 Verfahren im Verwaltungsrat

Wir beantragen die ersatzlose Streichung dieser Bestimmungen. Die Verfahren im Verwaltungsrat sind auf Stufe Organisationsreglement festzuschreiben.

Art. 10 Recht der Mitglieder des Verwaltungsrats auf Auskunft und Einsicht

Auch diese Details sind im Organisationsreglement des Ausgleichsfonds zu regeln. Wir beantragen die ersatzlose Streichung von Art. 10.

Art. 11 Geschäftsleitung

Ob die Direktorin oder der Direktor eine beratende Stimme erhalten soll oder nicht, ist auf Stufe Organisationsreglement festzuhalten. Abs. 3 gehört somit ersatzlos gestrichen.

Art. 12 Revisionsstelle

Der Schweizerische Gewerbeverband sgv tritt dezidiert dafür ein, dass die Aufsicht einer unabhängigen externen Revisionsstelle übertragen werden soll. Der Bundesrat übt einen erheblichen Einfluss

auf den Ausgleichsfonds aus, indem er den Verwaltungsrat wählt. Dem Bund soll weiter das Recht eingeräumt werden, im Verwaltungsrat vertreten zu sein. Das zuständige Departement und sein Vorsteher werden zudem in periodischem Kontakt zum Ausgleichsfonds stehen und Einfluss auf diesen ausüben. Angesichts dieser Verflechtungen und Abhängigkeiten ist es zwingend erforderlich, dass die Aufsicht durch eine unabhängige externe Revisionsstelle zu erfolgen hat. Alles andere stünde in klarem Widerspruch zu elementaren Grundsätzen einer modernen Governance.

Art. 14 Vorsorgeeinrichtung

Die zu wählende Pensionskassenregelung gehört nicht auf Stufe Gesetz geregelt.

Art. 15 Rechnungslegung

Abs. 3 ist so anzupassen, dass der Verwaltungsrat und nicht der Bundesrat die Vorschriften über die Rechnungslegung festlegt.

Art. 16 bis 18 Rechnungsführung, Betriebs- und Verwaltungskosten und Geschäftsbericht

Wir beantragen die ersatzlose Streichung dieser Gesetzesartikel. All diese Punkte gilt es auf Stufe Organisationsreglement festzuhalten.

Art. 20 Aufsicht

Wir beantragen mit Nachdruck, dass eine unabhängige externe Aufsicht bestimmt wird. Wie wir bereits bei Art. 12 festgehalten haben, sind die Verbindungen zwischen dem Bundesrat und dem Ausgleichsfonds derart eng, dass es aus Governance-Überlegungen nicht angehen kann, dass der Aufsichtsfonds der administrativen Aufsicht des Bundesrats unterstehen soll. Dem Bundesrat ist "lediglich" die Rolle einer Oberaufsichtsbehörde zuzusprechen.

Art. 21 und 22 Errichtung der Anstalt und Übergang der Arbeitsverhältnisse

Wir beantragen, diese Bestimmungen auf das absolut Notwendigste zu reduzieren. Zudem gehören diese Regelungen in separate Übergangsbestimmungen, die nach vollzogener Umgestaltung aufzuheben sind.

Art. 23 Zuständige Arbeitgeberin

Auch hier handelt es sich ausnahmslos um Regelungen, die bestenfalls auf Stufe Verordnung festzuhalten sind.

Für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme danken wir Ihnen bestens.

Freundliche Grüsse

Schweizerischer Gewerbeverband sgv



Hans-Ulrich Bigler
Direktor



Kurt Gfeller
Vizedirektor

Hopfenweg 21
PF/CP 5775
CH-3001 Bern
T 031 370 21 11
info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch

Bundesamt für Sozialversicherungen
Geschäftsfeld AHV, Berufliche
Vorsorge und Ergänzungsleistungen
Effingerstrasse 20
3003 Bern

Per-E-Mail:

Valerie.Werthmueller@bsv.admin.ch

Bern, 9. Juli 2015

Ausgleichsfondsgesetz Vernehmlassung

Sehr geehrter Herr Bundesrat
Sehr geehrte Damen und Herren

Wir bedanken uns für die Möglichkeit, zum Vorentwurf des Bundesgesetzes über die Anstalt zur Verwaltung der Ausgleichsfonds von AHV, IV und EO (Ausgleichsfondsgesetz) Stellung nehmen zu können.

1. Grundsätzliche Erwägungen

Travail.Suisse begrüsst, dass mit dem Ausgleichsfondsgesetz eine öffentlich-rechtliche Anstalt des Bundes mit eigener Rechtspersönlichkeit (compenswiss) entsteht. Seit der Trennung der drei Fonds der AHV, IV und EO wurden diese zwar gemeinsam verwaltet, es ergaben sich jedoch bei der Anlagetätigkeit der Ausgleichsfonds Probleme, da die Geschäftspartner auf Grund der fehlenden Rechtspersönlichkeit von compenswiss diese nicht eindeutig als Gegenpartei identifizieren können. Dem wird mit dem vorliegenden Vorentwurf Abhilfe geschaffen. Gleichzeitig wird sichergestellt, dass die drei Fonds weiterhin finanziell klar getrennt werden. Auch die weiteren Inhalte der Vorlage, so insbesondere die Regelung zur Schuldenrückzahlung der IV an die AHV ab Ende der Zusatzfinanzierung sowie die teilweise Unterstellung unter das öffentliche Beschaffungswesen werden von Travail.Suisse grundsätzlich begrüsst.

2. Bemerkungen zu einzelnen Artikeln

Art. 7 Verwaltungsrat

Travail.Suisse befürwortet, dass der Verwaltungsrat weiterhin aus elf Mitgliedern bestehen soll und dass die Arbeitgeber- und Arbeitnehmendenverbände sowie der Bund weiterhin angemessen vertreten sein sollen. Die Sozialpartner repräsentieren heute das Gros der Beitragszahler und haben deshalb berechtigterweise die Mehrheit der Sitze inne. Allerdings ist die gewählte Formulierung nicht klar genug. Wir beantragen deshalb, dass in Abs. 2 erwähnt wird, dass die Dachverbände der Arbeitgeber- und Arbeitnehmendenorganisationen im Verwaltungsrat eine paritätisch zusammengesetzte Mehrheit innehaben sollen.

Die Grundsätze bezüglich Honorar sollte der Bundesrat so treffen, dass sich die Entschädigung für die Verwaltungsratsmitglieder (wie übrigens auch bei den sonstigen Kaderfunktionen) in bisherigem Rahmen und im Rahmen anderer bundesnaher Betriebe bewegt.

Art. 8 Aufgaben des Verwaltungsrats

Travail.Suisse begrüsst die vorgeschlagenen Regelungen bezüglich Interessenbindung und die Möglichkeit der Abberufung eines Verwaltungsrats durch den Bundesrat.

Art. 13 Anstellungsverhältnisse

Travail.Suisse begrüsst die Unterstellung unter das Bundespersonalgesetz (BPG). In Abs. 3 soll Compenswiss die Kompetenz eingeräumt werden, im Rahmen der Vorgaben des BPG ihre Anstellungsverhältnisse selber zu regeln. So kann der Verwaltungsrat eine eigene Personalverordnung mit Vorschriften zur Entlohnung, Nebenleistungen und weiteren Vertragsbedingungen erlassen. Travail.Suisse ist einverstanden, dass damit den Bedürfnissen nach Flexibilität bei Compenswiss nachgekommen wird. Auch hier sollten sich die Bezüge jedoch weiterhin im Rahmen des Bisherigen und der vergleichbaren anderen bundesnahen Betriebe bewegen. Dies hat der Bundesrat bei der Genehmigung zu berücksichtigen.

Art. 24 Schulden des IV-Ausgleichsfonds gegenüber dem AHV-Ausgleichsfonds

Es wird eine neue Regelung zur Entschuldung der IV vorgeschlagen, da die gegenwärtige Regelung bis Ende 2017 befristet ist. Travail.Suisse erachtet es als richtig, dass nicht der Verwaltungsrat die Modalitäten der Schuldentrückzahlung nach 2017 bestimmen soll. Dieser ist in seiner Rolle als Vertreter beider Fonds nicht die richtige Stelle, um derartige Entscheide vorzunehmen. Nach der neuen Regelung soll derjenige Teil der flüssigen Mittel und Anlagen des IV-Ausgleichsfonds, welcher am Ende des Rechnungsjahres 50 Prozent der Jahresausgaben der IV übersteigt, dem AHV-Ausgleichsfonds gutgeschrieben werden. Es ist richtig, dass der Schwellenwert relativ zu den Ausgaben und nicht mehr nominal festgelegt wird. So wird die finanzielle Lage der IV besser berücksichtigt. Es kann nicht das Ziel sein, durch die Schuldentrückzahlung die Liquidität der IV zu gefährden. Dafür ist eine allfällige um wenige Jahre langsamere Schuldentrückzahlung der IV in Kauf zu nehmen. In diesem Sinne ist Travail.Suisse mit der vorgeschlagenen Regelung einverstanden.

Bezüglich der Höhe der Schuldzinsen fehlt für Travail.Suisse eine Regelung, welche bestimmt, wer nach 2017 die Höhe der Schuldzinsen festlegt und nach welchen Kriterien dies geschieht. Wir schlagen vor, im Ausgleichsfondsgesetz einen Passus anzufügen, welcher definiert, wer die Höhe der Schuldzinsen festlegt und dass diese sich an einem marktüblichen Zins orientieren sollen. Auch hier ist

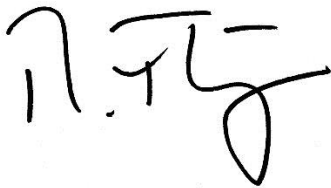
es nicht die Aufgabe des Verwaltungsrats von Compenswiss, die Höhe der Schuldzinsen zu bestimmen.

Gesetz über das öffentliche Beschaffungswesen

Travail.Suisse begrüsst es, dass die Anstalt teilweise dem Gesetz über das öffentliche Beschaffungswesen unterstellt wird. Gleichzeitig ist es richtig, dass dabei die Vermögensverwaltung ausgenommen ist. Die langen Verfahrensfristen bei Ausschreibungen würden die Handlungsfähigkeit von Compenswiss auf den Anlagemärkten zu stark einschränken.

Wir hoffen, dass Sie unseren Bemerkungen Rechnung tragen und verbleiben

mit freundlichen Grüßen,



Martin Flügel
Präsident



Matthias Kuert Killer
Leiter Sozialpolitik